

Le tourisme au service de l'occupation et de l'annexion

Par Halah Ahmad, le 13 octobre 2020

Le tourisme a été essentiel pour l'entreprise sioniste depuis que les premiers sionistes se sont installés en Palestine. Halah Ahmad, analyste politique d'Al-Shabaka, explore le rôle du tourisme, et particulièrement du tourisme religieux, dans la propagation des narratifs sionistes et de ceux de l'état israélien, en se focalisant sur les impacts nuisibles du tourisme colonial israélien dans le territoire palestinien illégalement occupé. Elle offre des recommandations pour un tourisme éthique qui promeuve les droits palestiniens à l'auto-détermination.



Photo: Saeed Qaq

Le tourisme, et plus spécifiquement le tourisme religieux, joue un rôle direct dans la légitimation et l'expansion du vol israélien des terres palestiniennes. Alors que les tentatives d'annexion sous le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu, appuyé par la Maison blanche de Trump, violent de manière flagrante la gestion mondiale des droits humains et le droit international, le tourisme israélien dans les Territoires palestiniens occupés (TPO) facilite fondamentalement cette expansion tout en en rendant complices les vacanciers et les entreprises du tourisme. De fait, de nombreuses organisations ont critiqué [le tourisme à l'intérieur des colonies israéliennes illégales](#), ainsi que le rôle de diverses [entreprises dans l'expansion coloniale](#).

Ce dossier discute du rôle, historique et en cours, de l'industrie touristique dans le mouvement sioniste à ses débuts et dans le projet colonial de l'état israélien contemporain, en particulier par la propagation d'idées bibliques sur l'éternelle appartenance juive en Palestine et des narratifs racistes de la supériorité israélo-juive sur les Arabes en terme de gestion et d'intelligence. Dans la publicité touristique israélienne, la glorification d'Israël comme un

impressionnant état moderne qui manifeste une continuité providentielle avec un passé biblique obscurcit le déplacement, l'oppression et l'exploitation actuels des Palestiniens.

Le dossier s'appuie sur la littérature existante sur le problématique tourisme religieux en Israël et en Palestine et offre une étude de cas pour illustrer les aspects pernicioeux de cette industrie. Le dossier fournit aussi un aperçu sur le rôle de ce tourisme dans le déni aux Palestiniens du droit de développer une industrie touristique à leur propre bénéfice économique, étant donné qu'Israël restreint l'accès des Palestiniens à leurs sites importants sur le plan archéologique, religieux ou naturel. Enfin, il attire l'attention sur les initiatives effectives visant à accroître la prise de conscience sur la néfaste industrie touristique d'Israël et offre des recommandations pour faciliter le soutien des touristes, des pèlerins et de la société civile internationale à l'auto-détermination palestinienne grâce au tourisme éthique.

Le tourisme, une clé du colonialisme d'occupation sioniste

Depuis que ses fondateurs ont jeté leurs vues sur la Palestine à la fin du XIXe siècle, le projet

colonial sioniste a
professé offrir une gestion et une intelligence supérieures
dans l'établissement
du pays¹. Ainsi, en 1944, David Ben-Gourion, un des
dirigeants du mouvement sioniste et le
premier Premier ministre d'Israël, a prononcé son fameux
discours, « [Les impératifs de la révolution juive](#) » dans
lequel il suggère que les travailleurs juifs
devraient être les enseignants qui apportent « la connaissance
culturelle,
scientifique et technique modernes », pour « faire fleurir le
désert ». [L'iconographie sioniste](#) du début du XXe
siècle reflète ces notions de développement supérieur juif et
de « [travail hébraïque](#) ». Moshe
Shertok, le deuxième
Premier ministre d'Israël, s'est fait l'écho de ces idées avec
des opinions péjoratives
sur les Arabes : « Nous ne sommes pas venus vers un pays vide
pour en hériter,
mais nous sommes venus pour conquérir un pays au peuple qui
l'habite, qui le
gouverne de par sa langue et sa culture sauvages ². »

La publicité sioniste produite au début
par l'Association pour le développement touristique de
la Palestine s'est servie d'une imagerie vibrante et de
[symbolisme religieux](#) pour encourager
les juifs européens à immigrer en Palestine, un exemple clé
étant l'affiche «
[Visitez la Palestine](#) » conçu par Franz Krausz en 1936. Les
objectifs des affiches commandées par l'Association pour le
développement touristique de la Palestine n'étaient pas
d'encourager les visites temporaires, mais,
en fait, d'[encourager l'immigration à titre
permanent](#).

Pendant les premières vagues de l'installation sioniste en Palestine, les organisations sionistes ont aussi souligné l'investissement dans des hôtels, [plusieurs dizaines apparaissant](#) entre 1917 et 1948. Chose importante, l'Association pour le développement touristique de la Palestine a aussi utilisé [des cartes de la Palestine](#) pour représenter des sites juifs de la Bible par-dessus les topographies existantes, construisant au bout du compte un ancrage visuel à la fois pour imaginer une continuité juive en Palestine de l'Antiquité jusqu'au présent et pour planifier une installation coloniale qui obscurcirait toute notion d'appartenance palestinienne.

Les sionistes ont déployé l'archéologie dans une poursuite sans fin pour légitimer leurs revendications sur le territoire. Comme l'anthropologue Nadia Abu El-Haj le montre dans son livre de référence, *Facts on the Ground* [Faits sur le terrain], les organisations sionistes et la société israélienne à son début, dans les années 1950 et 1960, ont mis en avant l'archéologie comme un « hobby national » qui était crucial pour « la formation et la mise en oeuvre de l'imagination coloniale-nationale et la justification de ses revendications territoriales³ ». De fait, Edward Said a remarqué que les sionistes enlevaient activement la Palestine et les Palestiniens de l'histoire à travers un tourisme reposant sur une archéologie sélective et des représentations orientalistes des

Arabes et des Palestiniens⁴. En d'autres termes, l'archéologie a été un outil de légitimation lié de manière fondamentale aux loisirs touristiques et communs, formant la base de ce qui a émergé comme certaines des destinations touristiques les plus populaires du présent.

Depuis sa création en 1948, l'état d'Israël a maintenu cet agenda sioniste, avec un narratif de supériorité infrastructurelle, intellectuelle et productive [sur la population palestinienne](#) qu'il continue à supprimer par l'occupation militaire et le déplacement continu. De plus, le ministère israélien du Tourisme perpétue aujourd'hui des notions d'avance et d'intelligence supérieures israéliennes parallèlement à des affirmations ténues et réfutables sur des histoires bibliques qui fournissent un [sens inexact de continuité](#) avec le passé.

L'utilisation continuelle par Israël, dans les guides officiels et les visites guidées, de récits bibliques qui excluent les Palestiniens est particulièrement visible à Jérusalem, l'épicentre du tourisme religieux. Les guides touristiques israéliens à Jérusalem ciblent particulièrement les visiteurs juifs et chrétiens, avec des itinéraires et des descriptions de sites qui soulignent souvent exclusivement les histoires juédo-chrétiennes. En 2011, le ministère du Tourisme décrivait le Quartier musulman de Jérusalem ainsi : « Le Quartier musulman possède des églises et des mosquées et il y a

plusieurs maisons juives et Yeshivas encore visibles », omettant que les maisons juives de ce quartier avaient été [récemment acquises](#), souvent par des colons sionistes extrémistes soutenus par l'armée israélienne⁵.

Plus récemment, alors que le gouvernement israélien a promis l'annexion de la Vallée du Jourdain et de portions de la Cisjordanie, le ministère israélien du Tourisme a mis en avant [le tourisme dans les colonies en Cisjordanie](#) comme zone d'investissement stratégique.

En fait, cela englobe le tourisme dans des colonies contrôlées par des Israéliens et jugées illégales par le droit international, et exclut les cités et les villes palestiniennes, dont la plupart sont interdites d'accès aux Israéliens par l'état d'Israël.

Les campagnes de tourisme d'Israël en Cisjordanie, en plus du développement de [sites archéologiques touristiques](#) sur des terres palestiniennes occupées, retracent [le vol illégal du territoire palestinien](#). Le tourisme tant historique qu'actuel participant à l'entreprise coloniale illégale accélère l'annexion israélienne à l'intérieur du projet colonial sioniste plus large et est complice du déni du droit à leurs terres et à l'auto-détermination des Palestiniens.

Les impacts nuisibles du tourisme d'occupation

[Les colonies israéliennes illégales](#) dans les TPO

constituent des menaces pour l'auto-détermination palestinienne. Elles déniaient aussi l'accès des Palestiniens aux ressources naturelles et culturelles, et à leur utilisation.

De fait, l'exploitation par les colons de ces ressources pour le tourisme entrave le développement économique palestinien, en créant une dépendance vis-à-vis de l'assistance étrangère et en avançant la prospérité de l'entreprise d'occupation coloniale d'Israël.

Autrement dit, le succès et la durabilité de l'entreprise coloniale d'Israël grâce au tourisme colonial dépend plus largement de l'élimination économique et militaire infligée aux Palestiniens au profit des colonies.

Pour illustrer l'étendue de l'entreprise coloniale d'Israël dans les TPO, il est important de contextualiser l'accès inégal à la terre et aux ressources entre les Palestiniens et l'état israélien. En particulier, plus de 60% de la Cisjordanie constitue la Zone C, qui tombe complètement sous le contrôle administratif et militaire israélien.

[Un rapport de l'OCHA des Nations Unis](#) de 2017 indiquait que plus de 10% de la Cisjordanie se trouve à l'intérieur de frontières municipales de colonies, qui constituent des zones tampons additionnelles entourant les colonies et qui sont interdites d'accès aux

Palestiniens. Alors que les frontières physiques des colonies constituent moins de 5% de la Cisjordanie, un rapport du Conseil des droits humains des Nations Unies de 2013 indiquait que [plus de 43% de la Cisjordanie](#) est sous la juridiction des conseils des colonies israéliens. De plus, le rapport montrait que ces conseils contrôlent 86% de la vallée du Jourdain et de la Mer morte.

Al-Haq, une organisation palestinienne non-gouvernementale indépendante de défense des droits humains, a publié de multiples rapports sur l'[exploitation économique de terres palestiniennes](#) et de ressources en Cisjordanie pour [le tourisme colonial](#). Son rapport d'avril 2020 [signale des compagnies de tourisme](#) et leurs pays d'origine pour implication dans l'entreprise coloniale en Cisjordanie, parmi d'autres territoires occupés. A la suite de ces rapports, des compagnies touristiques opérant dans des colonies israéliennes, comme Airbnb, sont devenues le sujet de [campagnes de masse pour le désinvestissement](#) et la [rédition de comptes pour la violation des droits humains](#). De plus, Amnesty International a [critiqué plusieurs compagnies](#) parce qu'elles opéraient dans les colonies israéliennes et en profitaient, dont des noms célèbres de l'industrie du tourisme, comme TripAdvisor, Expedia, Booking.com, and Airbnb.

En décembre 2017, le Département des Négociations

de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a produit un rapport qui documentait les impacts négatifs du développement touristique dans les colonies sur le [secteur du tourisme palestinien](#). Le rapport souligne que si la Zone C était transférée sous contrôle palestinien, comme cela a été envisagé dans les Accords d'Oslo, l'économie palestinienne augmenterait dramatiquement, l'équivalent d'un accroissement de 35% en PBI, selon le rapport de l'OCHA des Nations Unies de 2017. Cependant, en 2016, quand Israël a approuvé [une subvention de 20 millions de dollars pour les colonies](#), le ministre israélien du Tourisme et le Premier ministre Netanyahu ont tous deux souligné que les sites touristiques et la construction d'hôtels dans les colonies de Cisjordanie étaient les cibles principales pour ces fonds. Ensuite, en janvier 2020, le ministre de la Défense Naftali Bennett a approuvé la construction de [parcs nationaux et de réserves naturelles](#) en Cisjordanie dans le cadre d'une dépense de plus de 110 millions au cours du premier trimestre de l'année dans les colonies de Cisjordanie – la [plus haute somme dans la décennie](#).

Israël dénie aussi activement aux Palestiniens un développement économique dans leur propre secteur touristique en restreignant le mouvement des touristes, des professionnels palestiniens du tourisme et des

véhicules

touristiques. Dans le rapport de décembre 2017, l'OLP a documenté les pratiques inégales d'accréditation du ministère israélien du

tourisme, ayant trouvé que les guides touristiques israéliens sont plus de 8000

à avoir des permis d'accès approuvés aux sites dans tout Israël et la

Cisjordanie, alors que les permis palestiniens approuvés constituaient 0, 5%. L'Autorité

palestinienne a aussi requis des permis pour développer plus de 10 sites

touristiques en Cisjordanie. De même que pour des [tentatives analogues à Jérusalem Est](#), Israël les a systématiquement refusés.

De tels obstacles au développement

palestinien représentent une continuité active des récits du sionisme précoce

sur la capacité supérieure à développer la terre, dans une prophétie auto-réalisatrice

utilisée alors pour figurer une destinée promise par la Bible.

De fait, en plus

d'être des sites pour le profit des entreprises, les colonies israéliennes sont

devenues des scènes pour renforcer « la [connexion du peuple juif à la terre d'Israël](#) ».

Le tourisme religieux en soutien du colonialisme d'occupation israélien

Le tourisme religieux est fondamental

pour le récit sioniste des droits bibliques et la continuité de l'établissement

juif en Palestine. Les cités palestiniennes de Bethléem, Jéricho, Naplouse, Ramallah, al-Khalil (Hébron), et les villages comme Sabastia et Burqin, figurent parmi les multiples sites d'importance religieuse majeure dans la tradition abrahamique. Beaucoup de ces sites sont des centres du tourisme chrétien, qui continue à jouer un rôle particulièrement important dans la propagation des narratifs coloniaux sionistes, particulièrement parmi les touristes des Etats-Unis. Alors que ces sites sont situés dans les TPO et qu'ils seraient décisifs pour attirer des pèlerins afin de stimuler le secteur du tourisme palestinien, Israël les revendique comme des sites historiques israéliens.

Plusieurs sites problématiques apparaissent régulièrement dans les itinéraires des programmes touristiques et des voyages religieux sionistes. Hérodion, par exemple, site archéologique et parc national de Cisjordanie, voit des fouilles perturbatrices et l'enlèvement d'artefacts malgré les objections de l'AP [sur des motifs juridiques](#). Ces fouilles ont aussi laissé des [villages voisins sans eau](#) pendant jusqu'à trois semaines de suite. De plus, bien que ce soit une colonie illégale construite sur une terre appartenant au village palestinien de Bil'in, en violation flagrante du droit international et même [du droit israélien](#), le gouvernement israélien a reconnu Modi'in Illit comme une ville israélienne. Un autre site est l'aqueduc

Biyar, une ruine romaine
vieille de 2000 ans qui, bien que commercialisée comme un site
du patrimoine
israélien, est situé en territoire palestinien occupé,
[renforçant des récits](#) de l'histoire
juive antique pour légitimer et continuer l'occupation du
pays. Rien qu'en
2014, les visites de l'aqueduc [ont généré un revenu de 4,5
millions
de dollars.](#)

Le parc national des murs de Jérusalem est un autre exemple,
construit dans Jérusalem Est occupé
et utilisé à divers moments pour justifier [la démolition de
maisons
palestiniennes](#) pour faire place au « circuit de la Bible ». Un
autre site commun est Tel Shiloh, un site archéologique en
territoire palestinien occupé qui [attire des dizaines de
milliers](#) de touristes chrétiens
chaque année et où un parc à thème biblique a été développé
avec des fonds de la famille Falic des
Etats-Unis, qui [soutient des groupes de colons d'extrême-
droite](#) et le développement
des colonies. L'appropriation par Israël de ces sites
pour le tourisme religieux – en plus de beaucoup d'autres dans
tout Jérusalem occupée,
comme la Cité de David (Silwan), le jardin de Gethsemane
(Mont des oliviers), et
la Via Dolorosa (Vieille Ville) – étaye des récits sionistes
sur l'éternelle appartenance
juive pour nier les questions de déplacement palestinien.

Dans la même
veine, d'importants donateurs sionistes et soutiens
de l'état d'Israël ont depuis des décennies souscrit au

tourisme religieux
vers Israël sous la bannière des [relations
interconfessionnelles](#), du soutien à Israël, ou des
pèlerinages.

Des célébrités comme

[Naty](#)

[Saidoff](#), Sheldon Adelson, Steve Green, Ira Rennert, Roger
Hertog, Simon Falic et la famille

Falic, ainsi que l'actuel

ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman, font
partie de ces méga-donateurs et collecteurs de fonds

qui souscrivent à la fois au développement des colonies
israéliennes – y incluant explicitement un développement
touristique

comme le secteur vinicole – et

[la promotion du sionisme](#) et de l'éducation

pro-Israël aux Etats-Unis. Plusieurs de ces donateurs sont
aussi des [donateurs connus](#) de groupes d'extrême-droite,
islamophobes, aux Etats-Unis.

Comme les touristes religieux

continuent de s'impliquer dans ces développements illégaux et
racistes, ils

deviennent une partie intégrante de la propagation de la
stratégie sioniste

coloniale, soutenant matériellement le vol et l'occupation des
terres

palestiniennes et la violation continue des droits humains
palestiniens. L'étude

de cas qui suit illustre le dommage causé aux Palestiniens par
l'industrie du

tourisme chrétien sioniste.

Passages : une

étude de cas sur le tourisme sioniste chrétien

Passages est une [organisation de tourisme religieux](#) basée aux Etats-Unis qui considère comme « un rite de passage pour tout chrétien » de visiter Israël et de « faire de l'histoire d'Israël une partie de sa propre histoire ». Le programme est largement subventionné par des [donateurs chrétiens et juifs](#) conservateurs, et est disponible dans 157 universités et organisations aux Etats-Unis. Les universités sont principalement des universités chrétiennes, mais elles incluent quelques grandes universités publiques comme Texas A&M, l'université de Floride et l'université du Minnesota, entre autres. Passages se vante aussi de plus de 7 000 anciens étudiants dans tous les Etats-Unis. Sans surprise, Passages a des connexions explicites avec le gouvernement israélien et serait [une idée originale](#) de Ron Dermer, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis. Dermer a hébergé le lancement du programme à l'ambassade israélienne à Washington, DC, en 2015. Ont aussi assisté à l'événement l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman, et l'ancien ambassadeur israélien aux Etats-Unis, Michael Oren.

Une recherche sur Passages par [Friends of Sabeel North America](#) (FOSNA), avec une poignée d'organisations de solidarité avec la Palestine basées sur les campus, révèle les itinéraires problématiques utilisés dans les voyages, y

compris les sites
sur les itinéraires des touristes ainsi que les récits
chrétiens sionistes
diffusés tout au long⁶. Lors de ces voyages, Passages
glorifie Israël comme un état
moderne qui manifeste une continuité providentielle avec un
passé biblique,
rendant commodément le déplacement et l'oppression
palestiniennes invisibles et
sans pertinence. Ce récit sioniste est emblématique de
l'exploitation par Israël
du tourisme religieux pour valider et faciliter son projet
colonial, en présentant
faussement la situation comme une dispute territoriale (entre
des êtres supérieurs
et des sauvages, rien de moins) plutôt qu'une occupation.

En plus des visites problématiques
dans les
[Hauteurs du Golan occupées](#) et les anciens
avant-postes des Forces israéliennes de défense (IDF), FOSNA
rapporte que le voyage cherche à mettre en lumière le
« calvaire »
des chrétiens persécutés au Moyen-Orient ainsi que la
dramatique vulnérabilité apparente
d'Israël, élaborant plusieurs jours du voyage autour des
risques que court Israël par
rapport à ses voisins, dont une excursion à Sderot, la cité
israélienne qui
donne sur Gaza. Sderot n'est pas une cité qui a une
importance religieuse pour les voyageurs chrétiens
et elle est connue pour les opinions d'extrême-droite de ses
résidents. De
fait,
Sderot est le site d'un
incident notoire, celui de résidents [installant des chaises-](#)

[longues](#) pour regarder le [bombardement de Gaza par Israël](#) dans l'offensive de 2014 qui a tué 2000 Palestiniens et 73 Israéliens.

Passages est explicite dans son objectif de développer un sentiment pro-Israël chez les leaders chrétiens en devenir aux Etats-Unis. Il est modelé sur [Birthright Israel](#) [Israël par droit de naissance], ou *Taglit*, qui offre des voyages complètement subventionnés et [à forte propagande](#) pour que de jeunes juifs américains visitent Israël et qui, dans les dernières années, a été [combattu par des campagnes nationales](#) d'organisations juives progressives des Etats-Unis pour ces représentations fallacieuses d'Israël. Cependant, les voyages de Passages sont entourés de beaucoup moins d'attention critique et de beaucoup moins de ressources documentant et contrant leurs programmes problématiques.

Dans une large mesure, alors que les voyages de Passages se focalisent sur l'expérience religieuse chrétienne en Terre sainte, ils visent explicitement à connecter le fait d'être en Israël avec le soutien pour l'état israélien. De fait, l'itinéraire proposé par Passages met en avant des conversations avec des soldats israéliens, une visite de la Knesset israélienne et des expériences culturelles pour comprendre « la culture israélienne de start up » et « le moteur économique » d'Israël. En même temps, les itinéraires des voyages négligent – ou évoquent

superficiellement – les histoires musulmanes et palestiniennes dans la région et ne problématise pas l'occupation illégale de beaucoup des sites religieux visités en Cisjordanie. En fait, un récit spécifique de la persécution chrétienne et juive, et d'Israël comme un havre religieux, se prête à un projet d'altérité islamophobe commun à beaucoup d'organes de presse américains.

[Les témoignages des anciens](#) des voyages de Passages reflètent les perspectives adoptées par la compagnie du tourisme, et il n'est pas surprenant que Passages souligne ces témoignages sur son site web. Par exemple, un participant du voyage écrit : « Je ne suis pas la même personne que j'étais à mon départ pour Israël. J'ai une nouvelle motivation pour soutenir Israël, sentant que le plan de Dieu pour ma vie après l'université est de soutenir la Terre sainte dans mon occupation future. Grâce à Passages, mon coeur est rempli de la passion à être réuni avec Israël ». L'aspiration politique à « se tenir aux côtés d'Israël » implique un antagonisme pour toute critique de l'état d'Israël et, en tant que programme basé sur la foi, le voyage réussit finalement à identifier l'engagement biblique ou spirituel avec la Terre sainte avec le projet colonial sioniste séculier.

Une participante a souligné que son

voyage en Israël était particulièrement spécial non seulement pour les visites dans les sites bibliques mais aussi pour l'opportunité d'en apprendre plus sur Israël comme « état moderne ». Une telle caractérisation montre l'agenda sioniste : promouvoir des visions d'un état impressionnant, technologiquement avancé, et de peuples auxquels sont juxtaposées des vues orientalistes d'Arabes comme sous-développés. Une autre a écrit que son voyage « plaçait Israël et le peuple juif au centre de mon esprit quand je considère ma foi chrétienne [...]». Je me trouve parler d'Israël à quiconque est prêt à écouter ». Les déclarations de quelques participants indiquent un sentiment d'engagement authentique interconfessionnel avec le « conflit » tout en soulignant constamment aussi l'admiration pour l'état israélien moderne.

Ce que beaucoup de témoignages ont en commun est un récapitulatif troublant de la propagande sioniste autour de l'avancement supérieur au Moyen-Orient, un récit de la divine providence incarnée par l'état juif et une connexion explicite entre l'histoire ancienne et biblique et l'état moderne d'Israël – tout cela avec peu de discussion, ou pas du tout, sur les deux mille ans intermédiaires où figure largement l'histoire islamique ainsi que le déplacement colonial sioniste des Palestiniens. Ce cadre continue à obscurcir – en fait, à

justifier – l’oppression
des Palestiniens par Israël.

Passages illustre l’infrastructure plus large du tourisme religieux qui sert le récit colonial sioniste et l’agenda israélien de construction de l’état. C’est particulièrement évident dans le contexte des tentatives d’annexion étendue de Netanyahou, qui a cultivé de forts liens politiques avec [les évangélistes américains](#), dont environ 80% s’identifient comme sionistes chrétiens. Passages fait partie de [plusieurs programmes analogues](#) qui prétendent promouvoir le dialogue interreligieux tout en mobilisant activement et explicitement des soutiens pour le projet colonial, tant historique que celui d’Israël, en Palestine. Non seulement ces voyages oeuvrent à réduire au silence et à invalider les histoires et les naratifs palestiniens, mais ils soutiennent aussi matériellement un secteur touristique dans des terres palestiniennes occupées illégalement, ce qui amoindrit les tentatives propres des Palestiniens pour une viabilité économique durable.

Alternatives et Recommandations

En 2019, la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d’Israël (PACBI) a publié [un appel pour le tourisme éthique](#) des organisations

de la société civile palestinienne. La déclaration demande aux touristes de « ne pas causer de préjudice », et d'éviter [les sites historiques et religieux](#) dans les TPO qui sont dirigées par les autorités israéliennes ou qui sont promues comme sites israéliens. De même des groupes chrétiens palestiniens ont produit un [guide de voyage](#) appelant les touristes chrétiens à soutenir les compagnies de voyages palestiniennes comme [Walk Palestine tours](#), offerts par le Siraj Center for Holy Land Studies à Beit Sahur, et à éviter les voyages organisés israéliens ou les sites exploités par Israël dans les TPO.

Les groupes américains comme [Eyewitness Palestine](#) fournissent aussi des options alternatives aux pèlerins et à d'autres touristes pour visiter la Palestine tout en évitant la complicité avec l'oppression et l'occupation israéliennes. De plus, un nombre croissant d'initiatives « Palestine Trek » sur les campus universitaires, tels que ceux de Harvard, de Cambridge et de Berkeley, fournissent des opportunités pour un tourisme éthique en Palestine qui puisse éviter des représentations « blanchies par la foi » d'Israël et des contributions matérielles à l'industrie du tourisme israélien. Ces alternatives, parmi d'autres, renforcent les droits humains et la dignité palestiniens et servent de modèles pour les alternatives recommandées par la société civile.

D'autres

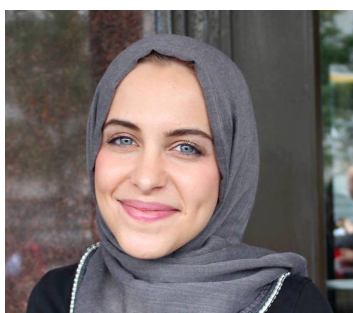
recommandations incluent :

- Les organisations de la société civile et particulièrement les organisations religieuses aux Etats-Unis devraient évaluer de manière critique le rôle du tourisme favorable à Israël dans la légitimation de l'annexion illégale et la violations des droits humains palestiniens.
- Des organisations de soutien à la Palestine basées sur les campus aux Etats-Unis peuvent jouer un rôle majeur en s'opposant aux voyages étudiants dans les TPO ou dans d'autres territoires occupés. Le voyage de Passages peut servir de cible clé dans des campagnes pour empêcher la complicité avec la violation israélienne des droits humains, dans le cadre d'une campagne plus vaste pour [mettre fin à l'occupation israélienne](#) en conditionnant [l'aide militaire américaine à Israël](#) au respect du droit international.
- Les autorités régulatrices et les responsables politiques devraient reconnaître le besoin de mettre fin aux affaires avec des entités israéliennes au-delà de la Ligne verte. Les entreprises opérant dans les TPO devraient, au minimum, être contraintes à adopter des mesures régulatrices avec des effets prohibitifs pour s'assurer qu'elles ne contribuent pas, ni ne bénéficient, des projets coloniaux israéliens illégaux.

Notes:

1. Rashid Khalidi, *The Hundred Year's War on Palestine: A History of Settler Colonialism and Resistance, 1917-2017* (New York: Metropolitan Books, 2020), 7.
2. Benny Morris, *Righteous Victims: A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001* (New York: Vintage Books, 2001), 91.
3. Nadia Abu El-Haj, *Facts on the Ground: Archaeological Practice and Territorial Self-Fashioning in Israeli Society* (Chicago: University of Chicago Press, 2001), 2.
4. Edward Said, *The Question of Palestine* (New York: Vintage Books, 1992), 158.
5. Yara Hawari, "The Old City of Jerusalem; Whose Heritage? Tourism, Narratives and Orientalism" (thèse inédite, 2011), 22, typescript.
6. FOSNA et quelques groupes de solidarité universitaires anonymes ont pu accéder à l'itinéraire de Passages et l'ont partagé avec l'autrice dans l'objectif de ce document. L'itinéraire n'est pas publié, mais l'information dans cette section liée aux voyages de Passages vient directement de l'itinéraire.

Halah Ahmad



Halah Ahmad, analyste politique à Al-Shabaka, a obtenu son

Master en politique publique à l'université de Cambridge en tant que Lionel de Jersey Harvard Scholar à Emmanuel College. Elle a mené des recherches en politique stratégique pour des agences gouvernementales et des ONG en Grèce, en Albanie, à Berlin, en Cisjordanie, à San Francisco, à Chicago et à Boston. Elle dirige actuellement des travaux sur la politique et les relations publiques au Jain Family Institute, un institut de recherches en sciences sociales appliquées basé à New York. Ses propres recherches couvrent des sujets de développement équitable et de bien-être social, allant de l'urbanisme et du tourisme, au déplacement, au logement et à la justice économique. Halah a obtenu avec mention sa licence en religion comparative et en sociologie à Harvard.

Trad. CG pour l'Agence Media Palestine

Source: [Al-Shabaka](#)